

Nouméa, le **30 OCT, 2015**

Le vice-recteur de la Nouvelle-Calédonie,  
Directeur général des enseignements

à

Mesdames et messieurs les Chefs d'établissement

Mesdames et messieurs les Chefs de Division et de  
Service du Vice-Rectorat

**CIRCULAIRE  
ENVOYEE PAR  
COURRIER  
ELECTRONIQUE**

Division  
des Rémunérations,  
des Retraites et  
des Prestations

VR/DRRP/n°3211/2015- **169**

## AFFICHAGE OBLIGATOIRE

### Objet :

**REMBOURSEMENT PARTIEL DE LOYER DES PERSONNELS NON LOGES  
DU CADRE ETAT SOUMIS A SEJOUR – ANNEE 2016  
REMBOURSEMENT PARTIEL DE L'HEBERGEMENT PROVISOIRE EN HOTEL DES  
AGENTS DU CADRE ETAT SOUMIS A SEJOUR AFFECTES A LA RENTREE 2016**

### Références :

- Décret n° 85-1237 du 25 novembre 1985 modifiant le décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant règlement du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les TOM  
- Arrêté du 2 décembre 2002

**PJ** : Formules de calcul et exemples - 2 imprimés (loyer – hôtel)

La présente note a pour objet de présenter les conditions de remboursement partiel des loyers des personnels du cadre Etat soumis à séjour non logés et la prise en charge partielle de l'hébergement provisoire en hôtel des agents affectés à la rentrée 2016.

## **I – REMBOURSEMENT PARTIEL DES LOYERS**

Les personnels mutés dans le cadre des dispositions du décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996 portant situation des fonctionnaires de l'Etat dans les territoires d'outre-mer, qui se logent (et se meublent) à leurs frais, faute de logement appartenant à l'Etat, et dont la résidence habituelle est située hors du territoire dans lequel ils servent, peuvent prétendre au remboursement partiel du loyer acquitté. Tout changement de statut (obtention du transfert du centre des intérêts matériels et moraux, intégration dans le cadre territorial) entraîne de *facto* la suppression de cette prestation.

### **A – Champ d'application et détermination de la contribution**

Le décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant réglementation du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer, prévoit que la mise à disposition d'un logement et d'un ameublement, donne lieu à une retenue précomptée mensuellement sur la rémunération. Aux termes de ce même article, l'agent qui se loge et se meuble à ses frais, faute de logement administratif, est admis au remboursement partiel de son loyer. Toutefois « **aucun remboursement ne sera accordé à ceux des intéressés qui refuseraient d'occuper le logement administratif mis à leur disposition** », nonobstant l'attribution à titre exceptionnel d'une dérogation à l'obligation d'occuper le logement concédé par nécessité de service.

Affaire suivie par  
Isabelle MAGGIA-VALDERRAMA

Chef de la Division des  
Rémunérations,  
Retraites et Prestations

Bureau 449  
Téléphone  
(687) 26 61 67  
Fax  
(687) 26 61 06  
Mél.

ce.d2rp@ac-noumea.nc

1, avenue des  
Frères Carcopino  
BP G4  
98848 Nouméa Cedex

**1 – Agent logé et meublé :**

Il est procédé à une retenue de **15 % assise sur le traitement de base**, (hormis pour les agents figurant sur la liste fixée par l'article 2 de l'arrêté du 2 décembre 2002).

**Le traitement de base** est obtenu en ajoutant le traitement brut, l'indexation de traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement déduction faite des retenues pour pension civile, RUAMM, RAFF.

**2 – Agent qui se loge et se meuble à ses frais :**

l'agent est admis au remboursement partiel de son loyer à hauteur de 75 % de la partie du loyer qui excède le montant de la retenue obligatoire de 15 % et le loyer plafond et 25 % pour la tranche au-delà de ce plafond.

Les modalités de calcul sont les suivantes :

**Le remboursement** est égal au montant du loyer réel (**sans les charges**) diminué de la contribution de l'agent. **La contribution de l'agent** est calculée comme suit :

- a) calcul du montant de la retenue de 15 %
- b) détermination ensuite :
  - de la partie du loyer non couverte par la retenue logement de 15 % située en dessous du loyer plafond ;
  - de la partie du loyer non couverte par la retenue logement de 15 % située au-delà de ce même loyer plafond.

La contribution laissée à la charge de l'agent est alors obtenue en appliquant les taux de 25 % et 75 % respectivement aux première et deuxième tranches et en ajoutant ensuite la retenue de 15 %.

Il convient de distinguer trois cas de figure :

- 1 – la retenue sur salaire est supérieure au loyer acquitté
- 2 – le loyer est inférieur au plafond
- 3 – le loyer est supérieur au plafond

**Signalé**

- **Pour les agents se situant dans la situation 1, il est inutile de transmettre un dossier.**
- *Les frais d'agence et le cautionnement ne sont pas à la charge de l'administration ;*
- *Le montant du loyer plafond est forfaitaire quelle que soit la situation familiale :  
114 610 F CCP ;*
- *1 euro = 119.33 FCFP*
- **S'agissant des ménages de fonctionnaires, dépôt d'une seule demande ; l'assujettissement à la retenue de 15 % ou le remboursement du loyer étant calculé sur la base du traitement le plus élevé. TOUT CHANGEMENT DE SITUATION MATRIMONIALE doit être communiqué (divorce, dissolution du PACS...)**

Sont joints en annexe de la présente note les formules de calcul de la contribution laissée à la charge de l'agent dans les différents cas de figure possibles, ainsi que trois exemples afférents.

## **B – Procédure de remboursement**

3/3

Le remboursement partiel des loyers est intégré à la paye et **figure sur le bulletin de salaire.**

A cet effet une procédure particulière est mise en place, qui doit être suivie en tous points par les bénéficiaires sous peine de rejet de leur demande ou d'interruption en cas d'inapplication des instructions suivantes :

### **1 – Agents bénéficiant déjà d'un remboursement partiel de loyer**

Sous peine d'interruption fournir annuellement **QUATRE** quittances de loyer originales (hors charges) : **JANVIER – AVRIL - JUILLET - OCTOBRE**

En cas de modification du montant du loyer, produire la quittance et le justificatif avec le nouveau montant. Il en sera de même pour un changement de bail.

**signalé**

*L'absence de quittance interrompt automatiquement le versement.  
Pour les agents en fin de séjour, les remboursements sont interrompus à compter du mois de septembre et seront réactivés sur présentation des quittances des mois d'octobre, novembre et décembre.*

### **2 – Agents nouvellement affectés :**

- produire 2 exemplaires du **BAIL dont un original** ;
- fournir l'original de la **PREMIERE quittance de loyer (hors charges)** ; par la suite fournir les quittances des mois de **JUILLET – OCTOBRE** et pour l'année suivante selon l'échéancier ci-dessus.

**Les demandes de remboursement partiel de loyer, accompagnées de toutes les pièces justificatives sont à transmettre au BUREAU DES REMUNERATIONS de la Division des Rémunérations, Retraites et Prestations.**

Les fonctionnaires de l'Education Nationale nouvellement affectés en Nouvelle-Calédonie (Cadres Etat non résidents) à la recherche d'un logement sont parfois astreints à loger en hôtel.

## **II – HEBERGEMENT PROVISOIRE EN HOTEL DES NOUVEAUX ARRIVANTS**

Les textes en vigueur ne permettent pas la prise en charge des frais liés à un séjour hôtelier. Toutefois, le Directeur des Finances Publiques de la Nouvelle-Calédonie tolère, dans les mêmes conditions qu'un loyer, le remboursement partiel des frais de séjour en hôtel en début de séjour. **La durée ne devra pas excéder un mois.** Les personnels concernés doivent transmettre auprès du bureau des rémunérations la demande de remboursement partiel accompagnée des **originaux des pièces justificatives** suivantes :

- 1 - La facture de l'hôtel détaillée portant mention du **prix unitaire de la nuitée**
- 2 - L'attestation d'hébergement de l'hôtelier.

**NB** : *durant cette période, il est possible de changer d'hôtel. ; les taxes et divers frais (petits déjeuners, téléphone...) ne sont pas pris en charge.*

**signalé**

**Les remboursements de loyers et d'hôtel, ne pouvant être antérieurs à la date de prise de fonction, la prise en charge s'effectue à compter de la date d'affectation et non à compter de l'arrivée.**

Je vous demande de bien vouloir porter ces dispositions à la connaissance des personnels concernés placés sous votre autorité.

Le vice-recteur de la Nouvelle-Calédonie  
Directeur général des enseignements

  
Patrick DION

**FORMULES DE CALCUL DE LA CONTRIBUTION  
LAISSEE A LA CHARGE DU FONCTIONNAIRE  
DANS LES DIFFERENTS CAS DE FIGURE POSSIBLES**

SITUATIONS		MONTANT DE LA CONTRIBUTION LAISSEE A LA CHARGE DU FONCTIONNAIRE
1	RL 15% < LP < LR	$C = RL\ 15\ \% + 25\ \% (LP - RL\ 15\ \%) + 75\ \% (LR - LP)$
2	RL 15% < LP = LR	$C = RL\ 15\ \% + 25\ \% (LP - RL\ 15\ \%)$
3	LP < RL 15% < LR	$C = RL\ 15\ \% + 75\ \% (LR - RL\ 15\ \%)$
4	LP = RL 15% < LR	$C = RL\ 15\ \% + 75\ \% (LR - RL\ 15\ \%)$
5	RL 15% < LR < LP	$C = RL\ 15\ \% + 25\ \% (LR - RL\ 15\ \%)$
6	RL 15% > LR	Pas de prise en charge du loyer demandé

**Légende :** **RL** retenue logement de 15 % - **LP** loyer plafond : 114 610 F

**LR** loyer réel (sans charges)      **C** contribution laissée à la charge de l'agent

**Rappel :** formule pour déterminer le SALAIRE DE BASE qui constitue l'assiette pour le calcul de la retenue de 15 %

(traitement brut + indexation salaire + indemnité de résidence + SFT)  
moins (pension civile + RUAMM + RAFP)

## EXEMPLES

**1<sup>er</sup> cas** - La retenue de 15% sur le salaire de base est supérieure au loyer :

**RL 15 % > LR**

Il n'y a pas de remboursement.

**2<sup>ème</sup> cas** - Le loyer est inférieur au plafond :

<b>Loyer</b>	<b>Loyer plafond</b>
(LR) : 100 000	(LP) : 114 610
<b>Salaire de base</b> : 370 000	
Retenue logement (RL 15 %)	
370 000 x 15 % = 55 500	

Suivant le barème, la formule suivante est appliquée : **RL < LR < LP**

Donc	RL = 55 500	F CFP
+ 25 % (LR 100 000 - RL 55 500) = 11 125		F CFP
Contribution agent (C)	C = 66 625	F CFP

Le remboursement sera donc de : LR - C

**LR 100 000 - Résultat formule 66 625 F CFP = 33 375 F CFP/mois**

**3<sup>ème</sup> cas** : Le loyer est supérieur au loyer plafond :

a) si retenue < LP :  
**Salaire de base : 370 000** (LP) : 114 610  
 (LR) : 130 000 RL 15% : 55 500

**RL < LP < LR**

Donc :	RL =	55 500
+ 25 % (LP 114 610 - RL 55 500)	=	14 777
+ 75 % (LR 130 000 - LP 114 610)	=	11 542
Contribution agent (C)	C =	81 819

Le remboursement sera donc de : LR - C

**LR 130 000 - Résultat formule 81 819 = 48 181 F CFP/mois**

b) si retenue > LP :

**Salaire de base : 870 000** (LP) : 170 000  
 RL 15 % = 130 500(LP) : 114 610

**LP < RL < LR**

Donc :	RL =	130 500
+ 75 % (LR 170 000 - RL 130 500)	=	29 625
Contribution agent (C)	C =	160 125

Le remboursement sera donc de : LR - C

**LR 170 000 - Résultat formule 160 125 = 9 875 F CFP/mois**



CIRCULAIRE  
ENVOYEE PAR  
COURRIER  
ELECTRONIQUE

# HOTEL – Année 2016

## DEMANDE DE REMBOURSEMENT PARTIEL

### Agents du cadre Etat soumis à séjour

Décret n° 85-1237 du 25 novembre 1985 modifiant le décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant règlement du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les TOM.

à faire parvenir au **BUREAU DES REMUNERATIONS** par la voie hiérarchique

Je soussigné (e),

NOM  PRENOM

SITUATION FAMILIALE :

Célibataire  Concubinage  Union libre  Pacsé(e)  Marié(e)  Séparé(e)  Divorcé(e)  Veuf(ve)

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :

MATRICULE : 0 / / / / / / / / / / NUMERO INSEE : / / / / / / / / / / / / / / / /  
TIARHÉ (en bas à droite du bulletin de paye)

**Demande le remboursement de mes frais de séjour en hôtel énoncés ci-dessous :**

● NOM DE L'HOTELIER :

Période du / / / / / 2016 au / / / / / 2016

Montant de la nuitée : / / / / / / / / Fcfp

● NOM DE L'HOTELIER :

Période du / / / / / 2016 au / / / / / 2016

Montant de la nuitée : / / / / / / / / Fcfp

A ....., le ...../2016  
(Signature)

#### Déclaration sur l'honneur

Je déclare avoir pris connaissance de la circulaire académique du 30/10/2015 relative à l'hébergement provisoire des nouveaux arrivants et le remboursement partiel des loyers des personnels non logés et certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce document sont exacts. Je m'engage à faire connaître immédiatement, par écrit, au bureau des rémunérations, tout changement dans la situation décrite ci-dessus. **TOUTE FAUSSE DECLARATION OU OMISSION, ENTRAINANT UN PAIEMENT INDU, PEUT DONNER LIEU A DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES VOIRE DES POURSUITES JUDICIAIRES (NONOBTANT L'OBLIGATION DE REMBOURSER LE MONTANT DU TROP PERÇU).**

A ....., le ...../2016  
(Signature)

#### **IMPORTANT :**

Les textes en vigueur ne permettent pas la prise en charge des frais occasionnés par votre séjour à l'hôtel. Cependant, Monsieur le Directeur des Finances Publiques de la Nouvelle-Calédonie **tolère d'indemniser PARTIELLEMENT**, les frais de séjour en hotel en début de séjour. **La durée ne devra pas excéder un mois. Les modalités de calcul de s'effectuent à compter de la date d'affectation.**

#### **RAPPEL DES PIECES A JOINDRE :**

- la facture de l'hôtel détaillée (les taxes, les petits-déjeuners, le téléphone... ne sont pas pris en charge).
- une attestation d'hébergement de l'hôtelier.